

Conseil national du PCF – 1^{er} décembre 2016

Rapport introductif de Pierre Laurent

Cher-e-s camarades,

J'ai à cœur de commencer ce rapport en évoquant l'émotion, qui a étreint les communistes français, le peuple cubain comme les progressistes d'Amérique Latine et du monde entier, à l'annonce de la disparition de Fidel Castro, que toutes et tous appelaient simplement « Fidel ».

Le président Fidel Castro fut l'artisan de l'une des plus importantes révolutions initiées au XX^e siècle et l'une des personnalités les plus importantes de notre histoire.

La révolution qu'il a dirigée dès 1953, est l'un des plus importants moments de l'histoire de Cuba et de l'Amérique latine: elle a signifié pour le peuple cubain la conquête de l'indépendance et le début d'un processus de construction d'une nouvelle société qui continue aujourd'hui. Pour l'Amérique latine, elle est restée un symbole de résistance et la possibilité d'une société juste et souveraine pour tous les peuples.

Le décès de cette grande personnalité, toujours admirée et respectée par ses amis et par ses ennemis les plus lucides, intervient alors que Cuba entre dans une nouvelle étape avec le rétablissement des relations avec les États-Unis, la puissance hégémonique mondiale qui avait mis tous les moyens pour abattre la révolution cubaine sans jamais réussir. La politique de harcèlement et de blocus mise en œuvre par Washington pendant un demi-siècle a montré l'impuissance de la première puissance mondiale face à la volonté de tout un peuple de résister et face aux changements intervenus dans la région avec les avancées des forces progressistes.

Les forces anti-impérialistes savent tout ce qu'elles doivent à la révolution cubaine et à Fidel Castro. Même dans les moments les plus difficiles, la révolution cubaine est restée fermement solidaire avec les forces progressistes du continent.

Personne ne pourra oublier ses combats.

En compagnie de Éliane Assassi, présidente du groupe au Sénat, Camille Lainé secrétaire Générale de la Jeunesse Communiste, je me suis rendu mardi à l'Ambassade de Cuba à Paris témoigner de la peine et la solidarité des communistes français envers le peuple cubain. Lydia Samarbakhsh nous a représentés à l'Hommage national rendu à Fidel place de la Révolution à Cuba, mardi.

Nous tiendrons ici même, vendredi 9 décembre, une soirée hommage au président Fidel Castro et je vous propose que notre Conseil national fasse part de sa solidarité fraternelle au peuple cubain et à ses dirigeants.

Inutile de préciser l'importance de ce Conseil national. Quelques jours après la désignation de François Fillon comme candidat de la droite, au moment où François Hollande et Manuel Valls continuent d'offrir le spectacle d'un pouvoir à l'agonie, des millions de travailleurs, de femmes et d'hommes de gauche attendent beaucoup du Parti communiste. Les adhérents de notre parti attendent aussi beaucoup de notre Conseil national pour tirer les enseignements de notre vote et définir le mode d'emploi de notre campagne et intensifier sa mise en œuvre.

Les 24, 25 et 26 novembre, nos adhérents se sont massivement exprimés sur les choix du Parti pour la campagne des échéances électorales de 2017. Il revient désormais à notre direction nationale de jouer

son rôle, c'est-à-dire de travailler à la mise en œuvre offensive de la décision majoritaire des communistes. Nous devons le faire en respectant l'état d'esprit, empreint de beaucoup de responsabilité et d'attachement à notre unité, qui a présidé à ce vote, et en tenant compte de l'ensemble des messages politiques que les communistes ont délivré tout au long du processus de discussion, dans leurs assemblées générales, lors de la conférence nationale du 5 novembre et dans le vote final des adhérents, qui constitue, au terme de ce processus, la décision souveraine du Parti.

C'est l'objet de ce Conseil national et nous tiendrons un point presse à l'issue de ce CN à 16 h pour rendre compte de nos décisions.

Le vote des adhérents

Sur les 56.740 cotisants à jour de leurs cotisations et pouvant donc participer au vote, 41.061, soit 72,37 % des inscrits, ont voté les 24, 25 et 26 novembre. Le nombre de cotisants à jour, qui continue de représenter environ la moitié de nos adhérents, montre qu'un potentiel démocratique important dans le Parti reste sous-utilisé et c'est un sujet d'organisation qui mérite toute notre attention. Il n'en reste pas moins que ce vote a mobilisé 11.000 communistes de plus que pour le choix de la base commune au moment du Congrès. Ce débat aura donc permis une plus large appropriation de nos débats d'orientation. C'est important pour la suite.

Plus de 94 % ont adopté la résolution stratégique proposée par la conférence nationale « Uni-e-s pour l'humain d'abord, les communistes en campagne ». Cette résolution, que j'invite chacun d'entre nous à relire, fixe le cap général de nos batailles pour 2017 en trois grands points :

- porter, face aux dangereux projets de la droite et de l'extrême-droite et à la faillite du quinquennat Hollande-Valls, un autre projet pour la France, un pacte d'engagements pour une nouvelle politique de progrès social, démocratique, écologique, à même de sortir notre pays de la crise dans laquelle il est plongé et de répondre à l'énorme attente de changements qu'exprime notre peuple.
- construire, pour faire avancer ce projet, le rassemblement du maximum de forces jusqu'à rendre possible une nouvelle majorité politique de gauche alternative à l'austérité.
- nous engager dans l'élection présidentielle en portant ces objectifs et présenter ou soutenir, dans toutes les circonscriptions législatives de France, des candidate-s à la députation utiles à faire progresser ce projet et cette démarche de rassemblement.

Sur le choix présidentiel, qui faisait le plus débat entre nous, 53,50 % des exprimés ont voté pour l'option 1, c'est-à-dire le choix d'une campagne communiste autonome appelant à voter Jean-Luc Mélenchon, qui devient de ce fait la décision du Parti communiste français, et 46,50 % ont voté pour l'option 2, qui préconisait de s'engager dans cette bataille avec une candidature communiste. Le vote est partagé sur l'ensemble du territoire : 55 fédérations ont placé l'option 1 en tête, et les autres l'inverse.

Les votes et les débats ont été jusqu'au bout partagés et évolutifs, au point que le choix final des communistes est différent de la préférence qu'avait exprimée la conférence nationale. Loin des « divisions, fractures ou désaveux » que cherchent à y voir les médias, les raisons de ce vote partagé ont une toute autre explication. Les communistes n'étaient pas divisés en deux moitiés opposées. Chacun était souvent traversé des mêmes interrogations, les uns craignant plutôt l'isolement, les autres plutôt l'effacement de notre parti, tous cherchant le chemin le plus utile. Dès lors, les communistes, et parmi eux les délégués eux mêmes à la conférence nationale, ont poursuivi leurs réflexions, leur évaluation de la situation à mesure de ses évolutions, certains aboutissant à choisir des options différentes à partir de

constats très voisins. Au total, ils se sont prononcés en conscience et en responsabilité. Une majorité s'est dégagée qui désormais nous engage toutes et tous, d'autant plus que le socle commun exprimé dans la résolution nous rassemble, quel qu'ait été notre vote.

Notre responsabilité est donc de travailler au rassemblement des communistes, sans interprétation erronée des votes, en prenant en compte l'ensemble de ce qu'a exprimé le vote des communistes. Je le résume pour ma part en trois points qui forment un tout cohérent.

D'abord, évidemment, la décision majoritaire : celle d'engager le parti communiste dans une campagne autonome appelant à voter Jean-Luc Mélenchon, sans se fondre dans son mouvement politique, la France insoumise, et en portant nos propositions dans cette campagne.

Ensuite, la conscience que face aux dangers qui menacent, il ne faut rien céder sur notre ambition de rassemblement. La nécessité de cette ambition s'est même affirmée au cours de nos débats. C'est même cela qui a souvent fait discussion, compte tenu des craintes légitimes qu'ont nourri les premiers mois de campagne de Jean-Luc Mélenchon, là où la période appelle au contraire une campagne largement rassembleuse. Le Parti communiste doit absolument maintenir son cap en faisant de notre décision un levier pour aller plus loin, en faisant de notre parti un maillon fort du rassemblement, une force utile à le faire progresser. Cela est d'autant plus essentiel que nous ne sommes pas seulement engagés dans une campagne de premier tour d'une élection présidentielle, mais dans une nouvelle période politique bien plus globale, où élection présidentielle, élections législatives et élections sénatoriales vont redessiner tous les rapports de force et où notre tâche dans la durée est celle de la reconstruction d'un mouvement populaire et d'une gauche de progrès dans ce pays, ce que nous avons nommé un nouveau Front populaire et citoyen.

Enfin, le vote des communistes dit clairement l'exigence que soient maintenues et développées, pour parvenir à nos objectifs, une parole et une démarche fortes, visibles, offensives du Parti communiste avec l'ambition de faire progresser nos idées et notre organisation au service du rassemblement populaire. Je sais les doutes de certains camarades sur ce point essentiel. Nos décisions et leur mise en pratique devront répondre à cette exigence d'un engagement communiste à la hauteur de la situation qui puisse faire vivre avec ambition notre démarche.

L'unité des communistes est notre force

C'est en prenant en compte l'ensemble du message politique délivré par les communistes dans ce débat, sans l'édulcorer ou le couper en tranches, que nous serons rassemblés, donc efficaces dans la bataille.

Cette unité dans l'action est souhaitée par les camarades, elle correspond à ce qu'ils ont exprimé tout au long des débats de ces dernières semaines.

Lors de ma conclusion à la conférence nationale, je précisais à ce propos: *« ne l'oublions pas, de la même manière qu'après cette conférence nationale il importe que nous soyons uni-e-s pour mener la bataille, il faudra que nous le soyons, après le vote de l'ensemble des communistes qui décidera de la manière dont nous nous engagerons dans cette bataille. »*

Je tiens à nouveau à saluer l'état d'esprit des communistes, des secrétaires de section et de fédérations qui travaillent très largement en ce sens, et qui ont organisé et permis que nos débats et le vote se déroulent sereinement, ce qui ne veut pas dire sans passion. A l'heure où il est de bon ton de dénigrer les partis, et le nôtre en particulier, notre vie démocratique est une belle leçon.

La démocratie est le ciment de notre unité, l'efficacité de notre collectif militant. Et je le redis, la qualité

de notre débat fait honneur à la vie politique nationale quand tant de comportements au contraire la salissent et la déconsidèrent.

Avec le vote des communistes, nous avons donc franchi une étape importante. C'est une autre phase qui commence. Notre Conseil national est aujourd'hui devant la tâche de répondre concrètement à ce que doit être notre campagne dans le cadre choisi par les communistes.

L'avenir de la France est en jeu : menons une grande campagne d'idées et de propositions, projet contre projet.

Chacun vient d'en prendre mieux conscience avec la désignation de François Fillon comme candidat de la droite, avec les débats de la primaire de droite et ce qu'ils ont révélé : c'est bien de l'avenir de la France, de la société que nous allons laisser aux générations futures, du projet national dans ce qu'il a de plus fondamental dont il est question avec les échéances électorales de 2017.

J'y reviendrai plus en détail, mais relevons tout de suite qu'il y a un énorme défi face à un tel enjeu, les Français auront-ils réellement le choix, un choix sérieux, une possibilité crédible d'opposer au choix réactionnaire un projet de progrès ? Le danger est réel qu'ils en soient tout simplement privés. Tout est fait pour cela, et la présidentialisation de tout le système politique, primaires et média à l'appui, en marginalisant les réponses réellement alternatives, joue à plein régime depuis le quinquennat pour confisquer ce choix aux Français. Comment ? En organisant une offre politique sur mesure, totalement piégée, où toutes les variantes, du social-libéralisme à l'ultra-libéralisme en passant par le national-libéralisme, ont toutes droit de cité mais elles seules, en tout cas au rang des favoris médiatiques.

Toutes les réponses, même les pires, sont tolérées par les forces dominantes du capital du moment qu'elles ne touchent pas à leurs intérêts fondamentaux. Face à la montée des colères populaires contre les effets de ce système capitaliste et à la crise des réponses libérales, des alternatives piégées sont tendues aux peuples qui cherchent une issue : plutôt Trump que Sanders, plutôt le Brexit que la refondation sociale de l'Europe, plutôt Le Pen que la gauche alternative française. Les Français se débattent dans ce scénario piégé : des électeurs de gauche votent à la primaire de droite pour éliminer Sarkozy et se réveillent groggy en découvrant le vrai visage de Fillon ; d'autres, dégoûtés des trahisons de Hollande, cherchent en Macron, et peut-être demain en Valls, subitement repeints par les média candidats anti-système parce qu'ils ont osé affronter le Président, d'improbables sauveurs...

Dans cette confusion savamment entretenue, le premier objectif de notre campagne doit être clair : permettre à la parole populaire progressiste, aux solutions qui s'attaquent réellement aux pouvoirs financiers de faire irruption dans ce système politique présidentiel verrouillé, pour redonner de l'espace et de l'espoir aux forces démocratiques et progressistes et rendre à nouveau possible, dans le débat public, la discussion sur les alternatives sociales et solidaires aux politiques d'austérité.

Or, le débat de société existe mais tout est fait pour qu'il se déroule en permanence et en toutes circonstances sur les solutions de droite et d'extrême-droite et sur rien d'autre. Ne sous-estimons pas l'impact sur les consciences de la monopolisation des media, des semaines durant, par le déferlement idéologique de la droite. Cela marque le pays bien au-delà des seuls votants à la primaire. Nous aurons à l'avenir à nouveau à réfléchir sur tous ces processus de présidentialisation de la vie politique et sur la manière de les envisager. Mais en attendant, soyons conscients que l'espace d'un débat réellement démocratique, projet contre projet, où nos idées ont leur place, reste dans ces conditions à conquérir. Ce doit être l'objet de notre campagne.

De ce point de vue, nous ne devons pas nous tromper de campagne. Certes, nous terminons un quinquennat catastrophique de François Hollande. Et l'élection présidentielle comporte toujours sa part

de bilan, le pays débattant pour savoir si cela doit continuer ou au contraire changer. C'est ainsi que s'est menée la bataille en 2012 au terme du quinquennat de Sarkozy.

Mais cette fois-ci, la donne est totalement changée. Le quinquennat de François Hollande se termine quasiment dans la crise de régime, avec un pouvoir totalement discrédité et des niveaux de popularité historiquement bas. Personne, à part lui semble-t-il, n'envisage un second quinquennat Hollande. Le Parti socialiste est au plus mal, divisé comme jamais. La présidentielle va donc se dérouler avec un pouvoir sortant qui laisse un grand vide et a nourri un discrédit de la politique qui frappe indistinctement, éliminant sèchement par exemple de leurs primaires respectives Cécile Duflot chez les Verts et Nicolas Sarkozy dans la primaire de droite.

Ce n'est donc pas autour des sortants que va s'organiser la bataille mais surtout autour des prétendants, chacun se présentant au nom de la rupture et de l'idéologie attrape-tout dite « anti-système » .

Dans ces conditions, nous devons clairement identifier le centre de gravité de la campagne qui s'annonce : il va s'agir d'une grande confrontation sur l'avenir de la France avec d'un côté les dangereux projets de société de la droite et de l'extrême-droite qu'il va falloir combattre ; et de l'autre, la nécessité de promouvoir face à eux, à l'opposé du désastreux bilan social-libéral de Hollande-Valls et Macron, un projet de justice, de solidarité, d'égalité et de refondation démocratique. J'insiste sur ce point, car nous avons beaucoup débattu ces derniers mois de la situation à gauche.

C'est bien d'abord les idées de la droite et de l'extrême droite que nous aurons face à nous à l'élection présidentielle et dans les élections législatives. Avec le vote pour Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle, avec nos candidats aux élections législatives, nous voulons fédérer les forces vives du peuple et de la gauche autour d'un nouveau projet de progrès social pour la France. Cette bataille, nous devons la mener en portant la colère populaire qu'exprime chaque jour notre peuple à l'égard de pouvoirs politiques qui les ont abandonnés, en donnant des repères à cette colère, en désignant la responsabilité des politiques au service du capital et de la finance et celles du pouvoir Hollande-Valls-Macron depuis cinq ans. Nous voulons autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle et de nos candidats aux législatives créer l'arc de rassemblement le plus large possible.

Je propose donc que notre premier acte de campagne soit d'éditer dans un tract tiré à un million d'exemplaires une adresse nationale à notre peuple pour lui dire les enjeux majeurs de la campagne qui s'annonce pour la France et sa vie quotidienne, et déclarer le sens de notre engagement contre la droite et l'extrême-droite, pour un véritable projet de progrès à gauche, pour le vote JLM à la présidentielle et le vote pour nos candidats aux législatives. Ce tract comporterait un appel au recto et un gros plan sur nos 7 axes de propositions au verso.

Ce premier tract national pourrait s'accompagner d'une affiche nationale du Parti communiste, d'un bandeau du PCF appelant au vote JLM et de la sortie rapide de nos propositions dans une petite brochure vendue deux euros : « la France en commun, sept axes pour un pacte d'engagements pour la France ».

Ces premiers matériels de campagne installeraient ce qui restera notre signature de campagne durant la présidentielle et les législatives : « 2017, pour l'humain d'abord. PCF-Front de gauche ».

Mais venons-en justement au contenu de cette bataille, aux principales forces en présence et à la nature de notre campagne.

Le projet de la droite et de Fillon

La droite qui s'avance sous la conduite de François Fillon avec l'objectif de reconquérir tous les pouvoirs porte un projet ultra-réactionnaire d'une rare violence.

Celui qui fut durant cinq ans le Premier ministre zélé de Nicolas Sarkozy veut cette fois revenir au pouvoir en enfonçant toutes les portes ouvertes par son propre travail entre 2007 et 2012 et le pouvoir Hollande-Valls contre les dépenses publiques, les services publics, les droits sociaux.

L'homme qui a réussi à se faire passer pour la divine surprise pour éliminer Sarkozy a bien l'intention de dépasser le maître, et revendique haut et fort d'être celui qui ira le plus loin dans les régressions de toute nature.

Le retour de la droite ne serait en rien une simple alternance ni même la simple poursuite de la désastreuse politique du gouvernement actuel. François Fillon avance à projet découvert avec le projet le plus réactionnaire, le plus soumis aux intérêts du capital, le plus belliqueux que la droite ait jamais présenté depuis des décennies.

« *Le temps est venu* » affirment-ils tous et Fillon parle de « renverser la table », il emploie les mots de « révolution du bon sens », en vérité une contre-révolution ultra réactionnaire.

Il faut lire les 15 mesures prioritaires de son programme. Je ne cite que les cinq premières.

- La première : 100 milliards d'euros d'économies en 5 ans sur les dépenses publiques. Là réside la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires qui signifierait un massacre dans les hôpitaux, l'école et tous les services publics. Ce choix, c'est l'asphyxie programmée des communes et l'absorption programmée de milliers d'entre elles, mais c'est aussi la mort de la Sécurité sociale, par la généralisation des assurances privées au lieu et place de la couverture sociale, avec l'explosion des inégalités d'accès aux soins et à la protection sociale qu'on imagine.
- La seconde : 40 milliards de baisse des charges supplémentaires pour les entreprises. C'est le doublement du scandale que constitue le CICE, et l'asservissement de toute la distribution d'argent public au soutien des politiques de rentabilité du capital.
- La troisième, c'est la fin des 35 heures dans le secteur privé et le retour aux 39 heures dans la fonction publique.
- La quatrième, c'est la suppression de l'ISF pour (entendez les guillemets) « aider au financement des entreprises », amplifiant encore l'inégalité de l'impôt.
- La cinquième, c'est le recul de l'âge de la retraite à 65 ans pour tous les régimes de retraite sans exception.

J'arrête là mais en réalité tout était dit dans le programme des Républicains publié cet été, je cite : « *La France possède un des modèles sociaux les plus généreux (...). Cependant, faute de réformes, notre modèle social est aujourd'hui à bout de souffle. Il n'est plus pleinement adapté au monde dans lequel nous vivons. La France d'aujourd'hui n'est plus celle de 1945 quand a été créée la Sécurité sociale !* »

Nous avons désormais un impératif : dévoiler, éclairer, montrer les dangers mais aussi décrypter les enjeux de société projet contre projet en avançant le nôtre comme point de repère pour toutes celles et ceux qui n'acceptent pas l'entreprise de démolition de ce qui est encore la France.

Parlons concrètement aux Français de ce que cela signifie, car tous les aspects de la vie quotidienne seraient concernés.

Vous êtes épuisés au boulot ? Il faudra « tirer » 3, 4 ans de plus et calculer à la baisse chaque pension de retraite pour un « hold-up » total de près de 20 milliards d'euros.

Vous êtes sans-emploi ? On vous diminuera de 20% l'indemnisation après 12 mois puis à nouveau 20% après 18 mois.

Vous êtes souffrant, votre enfant a besoin de soins ? C'est le dynamitage de la sécurité sociale, livrée aux assurances et aux appétits privés.

Tout y passe, jusqu'à l'Europe, car n'oublions pas que Fillon était premier ministre quand a été perpétré le coup de force contre le « non » des Français au TCE. Le candidat de la droite promet une convergence fiscale intégrant un cadre unifié pour l'impôt sur les sociétés : en clair, c'en est fini de l'impôt pour les grands groupes qui déjà en paient si peu !

Soyons clairs, le projet Fillon est un vaste recul de civilisation, d'autant que pour couronner le tout, c'est à un véritable coup d'État anti-social qu'il veut se livrer en gouvernant par ordonnances.

« Il faudra mettre en œuvre le programme dès l'été 2017 par voie d'ordonnances, Transformer « l'état de grâce » en temps de l'action, rapide et efficace..... et ne céder ni face à la rue, ni face à l'administration. »

Chacun est prévenu.

Dans cette contre-révolution libérale, toutes les valeurs d'émancipation sont aussi visées. Le mouvement « Sens commun », soutien de Fillon et pilier de la « Manif pour tous » accusent par exemple dans ces textes l'école publique de faire œuvre « de suspicion à l'égard de notre culture et de notre civilisation... », propose de revenir sur le mariage pour tous en « faisant reconnaître constitutionnellement le mariage comme l'union d'un homme et d'une femme ».

On trouve aussi chez eux pêle-mêle la « suppression du droit du sol » ou pour les enfants l'obligation d' « assister au lever des couleurs », tout cela cohabitait avec la litanie de « l'allègement drastique des charges sociales et fiscales » et « des valeurs entrepreneuriales » comme modèle.

Rapproché de la décision de plusieurs maires de droite d'interdire les affiches de la campagne anti-SIDA dans leur ville, tout cela fait peur pour l'avenir de notre société.

Face à ce projet qui vise à réduire en bouillie les traditions progressistes de notre pays, la dénonciation ne suffira pas, nous allons devoir, et nous avons les outils pour le faire, je vais y revenir, mener une campagne de projet, de propositions et d'alternative .

La dangereuse imposture du FN

Le programme de François Fillon n'est pas le seul danger qui menace.

La peur du déclassement social génère peurs, rivalités et divisions au sein même des classes populaires. La figure de l'étranger, de l'assisté est instrumentalisée pour faire reculer les solidarités de classe et exonérer le grand capital de ses responsabilités dans la crise. Mêlée à la crise démocratique et au discrédit jeté sur la gauche par la trahison du pouvoir socialiste, la souffrance sociale et la colère populaire trouvent dans le vote Front national un exutoire qui semble répondre au besoin d'alternative face au verrouillage politique.

Comme cela fut le cas dans les années 30, l'extrême-droite, le national-populisme redeviennent une des réponses monstrueuses du système capitaliste pour tenter d'échapper à la montée de forces réellement anti-capitalistes.

L'expérience historique nous enseigne. Les partis de l'ordre, autoritaires et racistes, ont toujours bénéficié de la collaboration d'élites dirigeantes, de membres éminents de la bourgeoisie et du patronat qui considèrent alors que, face au danger de remise en cause de leurs privilèges, de leurs pouvoirs, l'extrême-droite peut devenir un mal nécessaire pour préserver le capital en crise et son pouvoir sur les affaires du monde.

L'état du monde actuel vérifie malheureusement cet adage. L'élection de Trump, accueillie triomphalement par Marine Le Pen, en est l'exemple le plus éloquent. Donald Trump, l'ami de Marine Le Pen, n'est pas un trublion du système. Il en est l'expression la plus cynique et la plus brutale. Et nous devons le démontrer aux Français pour les mettre en garde sur ce qui les attend.

Dénoncer l'imposture du FN est une tâche ardue mais indispensable. Totalement banalisé et promotionné par un système médiatique aux mains des puissances d'argent, le FN se présente habilement comme un rempart social mais toujours pour désigner le même ennemi : l'étranger, le musulman, le faible, l'assisté, jamais le cœur du pouvoir financier.

Épousant les colères populaires, il s'emploie à les détourner, à les retourner notamment contre les luttes sociales et le monde syndical, toujours accusé selon lui de défendre des privilèges. L'amnistie des syndicalistes ? Une *loi clientéliste et démagogue*, a dénoncé la députée Marion-Maréchal Le Pen. Les licenciements boursiers ? Pas touche aux pleins pouvoirs des actionnaires, a-t-elle plaidé, défendant le principe de rachat d'entreprise par LBO (des fonds financiers) au nom du droit aux dividendes. La réforme des allocations familiales, pour lesquelles les patrons ne paient plus rien ? Il faudrait supprimer les allocations aux étrangers, répond Marine le Pen ? Comme les municipalités frontistes ou les élus frontistes dans les conseils régionaux qui votent la suppression des subventions ou des locaux au Secours Populaire ou autres associations de solidarité...

Le Front national de Marine Le Pen n'a rien abandonné de son projet raciste, qu'il a au contraire répandu dans des sphères très larges de la droite et de la société avec la complicité active d'une part croissante des dirigeants de droite. Mais ce n'est plus seulement le projet de l'extrême-droite. Il est aujourd'hui le projet d'un pan entier d'une droite radicalisée, d'une partie importante des sphères dirigeantes.

Le piège est terrible, car Fillon et Le Pen seront présentés comme des concurrents quand ils sont en réalité deux faces du même système en crise, d'un système de plus en plus tenté par l'autoritarisme et le muselage politique des classes populaires.

Voilà pourquoi, comme nous l'avons décidé à la conférence nationale, nous éditerons une seconde brochure de campagne en janvier qui sera un argumentaire dénonçant le piège tendu à notre peuple par un duel Fillon-Le Pen.

Nous devons mener cette bataille en convergence avec de nombreuses forces déjà à la tâche. Des associations qui refusent que les pauvres soient associés à des assistés ou à des fraudeurs. Les syndicats qui luttent pied à pied dans les entreprises pour porter les valeurs de solidarité contre le poison de la division.

Mais ce travail, il ne peut se mener fondamentalement qu'en reconstruisant une réponse politique alternative forte aux logiques du système capitaliste, qui oppose aux thèses frontistes le choix radical de l'humain, de l'humain d'abord en toutes circonstances. Construire cette réponse humaine et progressiste, c'est le cœur de notre campagne.

Répondre aux attentes populaires avec un projet de progrès

Force est de constater que l'un et l'autre, François Fillon comme Marine Le Pen, tentent de s'appuyer sur le sentiment d'urgence, l'exaspération et le besoin de rupture qu'expriment la population.

La consultation inédite « Que demande le peuple » menée dans tout le pays par les communistes, nous l'a mis devant les yeux : Nos concitoyens ont besoin d'être entendus, entendus dans leur souffrance, leur colère et leur désir de changement, de changement dans leur vie quotidienne, pour sortir du chômage, de la précarité et trop souvent, tout simplement de la pauvreté :

75 % des français, selon le secours catholique, vont souffrir cet hiver du froid. 75 % !

Ceux qui claquent des dents ont parfois un toit sur la tête, mais ils vivent dans le noir faute d'avoir pu régler la facture d'électricité. Parce que leur salaire ne permet pas d'assumer le coût d'un loyer, on découvre que des personnes avec des revenus stables vivent dans des caravanes ou des logements précaires, ou des maisons achetées à crédit qu'ils ne peuvent chauffer.

Dans cette recherche de solutions concrètes mais aussi d'espoir et d'idéal, chacun se trouve en situation de se débrouiller avec une offre politique en décalage complet avec nos attentes.

Pour autant, notre consultation a montré la force des attentes et des aspirations comme le rappelle notre résolution, je cite :

« Loin des discours fatalistes, 71% des personnes interrogées estiment qu'il n'y a pas de fatalité aux difficultés actuelles, 71% également qu'elles peuvent « jouer un rôle pour transformer la société », 59% que le rôle de la politique est de « construire de l'égalité pour empêcher « la loi du plus fort ». »

C'est en allant au devant de ces attentes que nous entrons en campagne en soumettant au pays un pacte d'engagements pour une nouvelle majorité.

Nos sept axes de campagne peuvent trouver beaucoup d'échos dans la société. Je les rappelle brièvement:

1. *Prendre le pouvoir sur la finance et partager les richesses*, pour changer profondément l'utilisation de l'argent des entreprises et des profits, celui des banques et du crédit, lutter sans merci contre l'évasion fiscale et mettre l'argent public au service de la satisfaction des besoins humains et sociaux.
2. *Tout changer, de la nouvelle République au renouveau de la politique*, pour faire entrer la démocratie dans un nouvel âge, plus ouverte sur la société, sur le monde, plus active dans la sollicitation des citoyens
3. *Investir pour demain*, en reconstruisant l'école de l'égalité, en libérant des logiques de rentabilité la recherche et la création, en créant une sécurité d'emploi et de formation, en mettant la révolution numérique au service du commun.
4. *Passer aux actes maintenant pour l'égalité femmes-hommes !*, en faire une grande cause nationale, avec des moyens publics à la hauteur de cet enjeu.
5. *Reconstruire une France protectrice et solidaire*, avec un nouveau pacte social et républicain avec au cœur la lutte contre toutes les discriminations, le développement de tous les services publics, une France agissant pour la paix et une sécurité mondiale de développement partagé.
6. *Produire autrement et protéger la planète*, avec un nouveau mode de production et un nouveau modèle agricole, fondés sur l'épanouissement humain, la solidarité et l'égalité des territoires

7. *Mettre la France à l'offensive pour changer l'Europe* en engageant notre peuple, meurtri par les politiques libérales en Europe et par le déni de démocratie de 2005, dans une lutte historique pour une Europe solidaire et démocratique.

Nous ne voulons pas seulement distribuer ces propositions aux Français, nous voulons engager un grand débat et des mobilisations populaires de masse sur ces propositions.

Comment engager «ce grand débat populaire de masse» :

Je propose que nous décidions d'organiser tout au long du premier trimestre 2017 une grande campagne de débats publics, 577 débats, un par circonscription, sur ces propositions. Nous pourrions prolonger ces débats par la création d'ateliers législatifs, ou des actions sur un des thèmes de nos propositions en lien avec les préoccupations du terrain.

Nous pourrions également ponctuer cette campagne tout au long du premier trimestre de temps forts nationaux, sur nos grands thèmes, sous la forme d'une initiative décentralisée en région.

Ces initiatives pourraient porter sur :

- la lutte contre l'évasion fiscale et la maîtrise publique et citoyenne des banques ;
- les nouveaux pouvoirs dans la cité et l'entreprise ;
- l'école de l'égalité et le nouveau statut social de la jeunesse ;
- une nouvelle industrialisation de la France pour l'humain et la planète ;
- la lutte contre les violences et l'égalité femmes-hommes ;
- la défense de la Sécurité sociale et la sécurisation de l'emploi et de la formation ;
- la lutte contre l'austérité en France et en Europe, l'augmentation des salaires, des services publics ;
- l'accueil des migrants et l'égalité des droits dans la République ;
- l'insécurité internationale, le terrorisme et le besoin de paix.

A cela s'ajoute le Festival envisagé par la Jeunesse communiste avec d'autres organisations de jeunesse, le 31 mars, place de la République, un an après la loi travail.

Chaque initiative serait précédée ou accompagnée de la sortie d'un tract national développant nos propositions pour la thématique concernée.

Une campagne de proximité

Pour être efficace et exister face au rouleau compresseur médiatique sur la présidentielle, notre campagne doit être une campagne de proximité. La consultation nous a montré la valeur de cette proximité, attendue et appréciée par nos concitoyens.

Ce que nous voulons c'est bien une campagne active, de terrain, s'appuyant sur la proximité et les liens multiples que nous avons noués et pouvons intensifier avec la population.

Pour avoir fait *un tour de France* et sillonné notre pays de long en large, je vois, à chaque fois, des

communistes dans la création de start-up, de FabLab, de SCOP, prendre des responsabilités dans des AMAP, dans le lien avec celles et ceux qui luttent, dans la défense d'un bureau de poste, d'une gare, d'un service hospitalier qui menace de fermer. Je vois des communistes dans des chaînes humaines contre les expulsions locatives, pour aider une famille en détresse, pour permettre à des enfants de voir la mer, pour mettre en place des marchés solidaires, comme récemment à Grigny. Je vois de la générosité, de la solidarité avec les producteurs, avec les réfugiés. Je vois de l'énergie, de l'envie. Je vois une multitude d'expérimentations, d'inventivité locale pour améliorer, changer la vie des habitant-e-s... C'est le moment de faire émerger ces initiatives, leurs initiateurs et les idées qu'ils portent dans le débat national.

Nos moyens, notre communication, nos actes de campagne doivent se mettre au service de ce travail pour tisser les liens directs et de proximité durables avec la population. Les liens tissés lors de notre enquête populaire « que demande le peuple » doivent être utilisés, ainsi que tous nos moyens humains et militants, nos réseaux, nos moyens numériques, servent ce dialogue politique avec notre peuple, quartier par quartier, circonscription par circonscription.

Dans ce travail, nous pouvons aussi faire de nombreuses adhésions et un bulletin d'adhésion sera éditée pour cette période de campagne.

Une campagne dans les luttes

Campagne de proximité, cela veut dire aussi une campagne en lien avec toutes les luttes et les mobilisations sociales qui existent et qui, n'en doutons pas, vont se développer pour faire pièce au rêve séculaire de Fillon et du patronat de les briser pour y mettre un terme.

Emploi, sécurité sociale, services publics, droits des femmes sont des préoccupations sociales majeures et l'objet de nombreuses luttes. Les réalités sur lesquelles s'est construit le mouvement contre la loi travail sont toujours là. Les dérives sécuritaires et xénophobes de la droite et du FN n'ont pas non plus partie gagnée, en témoigne le front de refus de la déchéance de nationalité ou l'émoi sur le fichier TES.

Nous devons accorder, de ce point de vue, une importance particulière, à nos liens avec les salariés et les syndicalistes dans les entreprises. Le travail en ce sens a été engagé sous l'impulsion d'Isabelle De Almeida, conformément à nos choix de congrès : cette campagne doit être l'occasion de les intensifier. Un travail spécifique est nécessaire car l'entreprise sera un des lieux de l'affrontement politique de ces prochains mois.

Nous serons de ces batailles là, comme nous serons de toutes celles qui vont se mener sur les services publics, à l'échelle nationale ou locale, pour la défense et le développement de l'Hôpital, de l'école, de la Poste et du rail, pour la revivification de la ruralité, contre les baisses de dotations aux communes.

L'importance de nos élus

Et dans ce dialogue, ces luttes, ces mobilisations sociales, nous pouvons nous appuyer sur notre extraordinaire potentiel d'élus communistes et républicains, sur tout le territoire. Le récent congrès de l'ANECR, dynamique et constructif, a permis de mesurer la richesse humaine et de proximité qu'ils représentent.

Vous me permettrez de citer, en le saluant, les derniers mots de Patrice Bessac, élu secrétaire national des Élus Communistes et Républicains :

« nos compatriotes n'attendent pas de nous qu'on les plaigne. Ils n'attendent qu'une unique chose : qu'on

règle leurs problèmes, qu'on donne un avenir à leur vie et surtout à celle de leurs enfants. Nous vivons un moment de rupture, une accélération, un emballement de l'histoire. C'est l'heure des grands bouleversements, c'est l'heure où s'achèvent les contes à dormir debout et où commence l'histoire souvent violente des sociétés humaines. Dans ces moments où tout devient flou, où l'humanisme recule ou les lumières faiblissent, où Voltaire laisse la place à Barrès, ce n'est pas de nous dont il s'agit, ce n'est pas juste de notre courant politique, c'est de l'avenir de 61 millions d'hommes et de femmes, nos compatriotes, c'est de l'avenir de la France et de l'Europe dont il s'agit. A notre place, à la place qui est la nôtre, avec la modestie qui donne aux honnêtes gens la force de canaliser les courants les plus déchaînés, nous ferons notre travail, nous exercerons nos responsabilités, nous servirons nos concitoyennes et nos concitoyens » .

Hier matin, la réunion à laquelle j'avais invité nos élus disposant d'une possibilité de parrainage a montré une grande disponibilité à prendre leur part de la campagne qui s'annonce. Une grande envie aussi de déployer leurs efforts dans la convergence et l'unité.

Le principe d'un appel collectif permettant à tous les élus communistes et citoyens qui le souhaitent de dire pourquoi ils s'engagent dans les campagnes de 2017 et le sens qu'ils entendent donner au parrainage de Jean-Luc Mélenchon a été retenu. Cet appel, qui sera rédigé dans les jours qui viennent et soumis ensuite à leur signature, devrait être publié courant janvier, le dépôt officiel des parrainages ne débutant qu'en février pour s'étaler jusqu'au 17 mars.

Une campagne de rassemblement

Pour atteindre nos objectifs, tout faire pour enrayer la chronique annoncée d'une victoire conjuguée de la droite et de l'extrême-droite, c'est un très large mouvement de rassemblement qu'il convient de remettre en mouvement autour des idées que je viens d'énoncer.

Le travail de reconstruction est immense tant les dégâts causés par le quinquennat de François Hollande dans les consciences et les repères politiques de millions de nos concitoyens sont immenses. Hollande, Valls et Macron portent une très grave responsabilité dans le boulevard aujourd'hui ouvert à la droite et à l'extrême-droite. En trahissant les électeurs de 2012, en trahissant la gauche et en menant une politique ouvertement libérale, ils ont jeté les forces populaires dans le désarroi et la division. Aujourd'hui, les trois sont en bataille, en concurrence pour leur leadership, mais leurs querelles sont pathétiques et il n'y a rien à en attendre. Nous en saurons sûrement plus dans les heures ou les jours qui viennent sur le dénouement du feuilleton Hollande candidat ou non. Mais ce tiercé là dans l'ordre ou le désordre est un pari perdu d'avance, une impasse pour les forces de gauche.

Face à la situation inédite créée par le discrédit historique de ce quinquennat, face aux dangers d'extrême droite qui menaçaient déjà et menacent plus encore, nous avons alerté et tenté de rassembler l'ensemble des forces d'alternative sans y parvenir à ce jour.

Notre engagement dans la présidentielle a tenu compte de cet état de fait. Et c'est ce qui a fait débat entre nous : comment persévérer dans cette voie malgré les obstacles rencontrés ?

Notre choix a donc été fait pour les deux élections d'un même mouvement. Dans l'élection présidentielle, nous appelons à voter Jean-Luc Mélenchon. Nous le faisons en mettant notre autonomie de parole et d'initiative au service de l'élargissement de ce rassemblement. Et nous continuons de nous adresser à toutes les forces qui ne nous ont pas encore rejoint dans cet effort de construction alternative, pour l'élargir encore. Dans les élections législatives, nous présentons ou soutenons partout des candidatures susceptibles de favoriser le rassemblement le plus large et le plus conforme à nos objectifs.

Comment mettre en œuvre concrètement ces choix ?

Notre campagne de soutien à Jean-Luc Mélenchon se mènera en conservant notre autonomie. Nous donnerons sens à cet appel dans l'adresse publique que nous distribuerons comme je l'ai indiqué. Malgré les obstacles devant nous, nous pensons que l'idée et l'exigence du rassemblement sur une politique de gauche alternative à l'austérité à gauche peuvent encore grandir dans l'électorat jusqu'à devenir, comme le disait Marx, une force matérielle. Des milliers d'électeurs de gauche vont être dans quelques semaines floués par leur attente à l'égard de la primaire du PS.

Comme je l'ai dit dans Libération mardi, cette reconstruction « *doit commencer maintenant et pas après 2017, pas après le désastre* ».

Pour des raisons de fond, nous n'intégrerons pas la France Insoumise. C'est le choix de nos adhérents, toutes options confondues. Mais évidemment, nous sommes prêts à un dialogue avec France insoumise.

Jean Luc Mélenchon a acté publiquement au début de cette semaine notre décision, je le cite « j'ai compris que le PCF souhaite mener une campagne autonome et que son adhésion à ma candidature ne signifiait pas une demande d'intégration au cadre large de la FI. J'en donne acte aux communistes. Je me mets à leur disposition ainsi que toute notre équipe de campagne pour entendre les propositions de partage du travail à accomplir dans la dure tâche qui est la nôtre. »

Je vous propose qu'après avoir discuté aujourd'hui des grandes lignes de notre engagement nous le sollicitons pour le rencontrer et débattre de ce partage du travail et voir qu'il est possible ou non de construire en commun pour les deux élections

Sur le projet, je l'ai dit, nous voulons élargir le débat populaire. Avec « La France en commun », nos propositions pour un pacte commun sont donc versées au débat.

Ces propositions sont en partie communes avec le projet de Jean-Luc Mélenchon, « l'avenir en commun », mais elles divergent sur des points non négligeables ou sont différentes sur d'autres. Le débat de la campagne sera utile à les confronter. Chacun sera libre de les faire vivre.

Je pense qu'il est également utile que nous ayons des rencontres avec les autres forces engagées dans la campagne de Jean-Luc Mélenchon et qui d'ailleurs, elles aussi, n'intègrent pas la France insoumise pour voir quels cadres de travail peuvent exister, avec force. Nous rencontrerons Ensemble dès que possible, qui nous en a fait la demande. Et je vous propose que nous soyons représentés en réponse à l'invitation que nous a fait l'appel Front commun pour ce samedi.

Notre travail de rassemblement doit en même temps continuer à pousser toujours plus loin les constructions possibles.

C'est ainsi que le 10 décembre j'ai lancé une invitation pour une réunion publique à la Bellevilloise, à Paris, à 150 personnalités avec lesquelles nous avons eu l'occasion d'échanger depuis le début de l'année, que ce soit dans le cadre des lundis de gauche, de l'Appel des 100 ou des initiatives du FdG pour continuer à évoquer la situation du pays, à lever les obstacles à l'unité de la gauche, sur les axes prioritaires d'une politique transformatrice, leur expliciter nos choix et les entendre sur leurs propositions. La lettre d'invitation à cette initiative, à cette rencontre est signée en commun par Roland Gori, Leïla Shahid, Evelyne Sire Marin, Francis Wurtz et moi-même.

Dans le même esprit nous devrions nous adresser à tous les syndicalistes de France, en menant le dialogue avec eux sur le thème « Après la loi Travail, avec Fillon et Le Pen, on fait quoi ? » en construisant partout avec eux des débats et des appels au monde du travail sur les enjeux de 2017.

Au-delà, nous continuerons l'effort de dialogue avec toutes les forces que nous avons à chercher à rassembler sur des bases alternatives depuis le début de l'année.

Nous rencontrerons EELV. Olivier Dartigolles a participé en notre nom à la réunion socialiste de Bondy. Nous poursuivons le dialogue avec les frondeurs, bien qu'engagés dans une primaire socialiste aujourd'hui enlisée par les manœuvres de François Hollande. L'avenir n'est pas écrit, à nous de maintenir les mains tendues.

Tout ce travail doit évidemment se déployer de la même façon, dans les conditions particulières de nos départements et des circonscriptions.

Il est même essentiel de considérer qu'aujourd'hui c'est localement que nous sommes en état d'aller le plus loin. Voilà pourquoi l'enracinement et la construction de nos campagnes présidentielle et législatives à l'échelle des circonscriptions sont essentiels. La bataille des législatives n'est pas pour nous la bataille d'après, mais elle est la bataille pour tout de suite pour plusieurs raisons fondamentales.

Les élections législatives

Nous voulons stopper la dérive présidentielle autoritaire de nos institutions que le quinquennat et l'inversion du calendrier entre la présidentielle et les législatives ont terriblement accélérée. La question du rôle du Parlement devient une question démocratique centrale avec la dérive sur l'utilisation du 49-3 et la prétention de Fillon de gouverner par ordonnances. Il importe de faire de ces questions un débat populaire à part entière, un sujet de mobilisation démocratique. Les cinq semaines post-présidentielle rendent cela impossible. c'est maintenant qu'il faut en faire une question politique.

D'autre part, la constitution d'une nouvelle majorité politique en 2017 passe tout autant par les élections législatives que par l'élection présidentielle. Mais la plupart des candidat-e-s déclaré-e-s s'inscrivent dans la logique d'une subordination de l'échéance législative à celle de la présidentielle. Or, c'est précisément cette subordination qui est pour l'essentiel à l'origine de la crise politique que connaît notre pays : une population qui se sent mise à l'écart, abandonnée par un pouvoir de plus en plus éloigné, monarchique toujours déçue par la personnalité présidentielle dans laquelle elle a placé tous ses espoirs.

Nous voulons donc redonner à l'élection législative sa fonction politique et démocratique, celle d'élire des députés, représentants du peuple, chargés d'écrire et de voter les lois sous le contrôle et pour les citoyens.

Le danger est immense de voir élire une Assemblée nationale dominée par la droite et le FN, et le mode de scrutin, qui éliminera les candidats ne faisant pas 12,5 % des inscrits au second tour, pourrait avoir des effets ravageurs.

Si le scénario pronostiqué à l'élection présidentielle se confirmait en juin 2017, la droite sera ultra majoritaire à l'AN .

Le FN, quant à lui, pourrait espérer entre 30 et 50 députés, peut-être plus, se positionnant comme principale force d'opposition à la droite filloniste, tout en ouvrant la porte à des alliances entre elle et la droite au sein de l'Assemblée, comme cela se pratique ouvertement dans de nombreuses régions.

Pour nous, c'est l'existence d'un groupe qui se joue. Un groupe qui pourrait bien avoir un rôle crucial à jouer dans la perspective politique qui s'annonce.

La nécessité de présenter partout des candidats qui donnent aux électeurs la possibilité de se doter

d'un-e député-e de gauche/PCF/FDG face à la droite et au FN et en faveur d'une gauche fière et respectueuse de ses valeurs est donc un enjeu majeur

Il ne s'agit pas, contrairement à une ritournelle que nous connaissons bien, de sauver les sièges PCF, mais de se donner des député-e-s utiles au combat politique et aux gens.

Cela commence par mettre en valeur le bilan d'activité des députés PCF/Fdg : opposition à la ratification du TSCG négocié auparavant par Merkel/Sarkozy, transposition de l'ANI, pacte de responsabilité, l'irresponsable CICE, les iniques « loi Macron » et « loi El-Khomri », leurs engagements dans les luttes, dans leurs circonscriptions et au plan national...Nos députés vont en janvier déposer un projet de loi sur la sécurisation de l'emploi et la formation.

Ce bilan est plus ample et est explicité dans une brochure tirée à des milliers d'exemplaires et disponibles dans les Fédérations.

Le rôle de nos députés sera tout à la fois de s'opposer et de proposer, dans les luttes, au Parlement, sur le terrain social. De porter au sein du parlement l'exigence populaire avec des propositions de lois, en mettant en place des ateliers législatifs et d'actions dans chaque circonscription.

La résolution indique : *« dans l'échange avec toutes les forces disponibles pour construire avec nous une nouvelle majorité politique de gauche alternative à l'austérité, nous désignerons/soutiendrons dans toutes les circonscriptions des candidat-e-s « Uni-e-s pour l'humain d'abord » qui travailleront au rassemblement des Français-e-s dans cette perspective. »*

Dans chaque circonscription, là où ce n'est pas encore fait, les communistes doivent maintenant sans attendre travailler à la candidature la mieux à même de défendre les populations, d'écouter les citoyen-ne-s, de se battre avec eux, de créer de l'espoir en commun. En dialoguant avec les forces citoyennes de la circonscription, avec leurs partenaires du Front de gauche, avec la France insoumise là où c'est possible, avec toutes les forces disponibles, les communistes doivent décider de la candidature la mieux à même de rassembler le plus largement sur ces objectifs.

Ces candidatures présentées ou soutenues par le PCF, nous les voulons *« à l'image du monde du travail, de nos communes, de nos quartiers, dans leur diversité, qui permettent le renouvellement de la représentation nationale et l'émergence de nouvelles pratiques politiques éthiques, citoyennes et transparentes. »*

Nous les voulons évidemment à parité sur tout le territoire. C'est une question politique essentielle à nos yeux.

Le 14 janvier prochain, lors de notre Conseil national, nous ratifierons les candidatures présentées ou soutenues par le Parti ; d'ici là, un travail intensif doit se faire dans les fédérations avec l'aide des secteurs Élections et Vie du Parti.

Fin janvier, nous rassemblerons nos candidats devant l'Assemblée nationale pour une initiative de lancement public spectaculaire sur le thème : *« non à la monarchie présidentielle, démocratie citoyenne ! »*

Vous les voyez, les deux campagnes ne se découpent pas en tranches mais seront totalement imbriquées.

Chers camarades, avant de conclure, encore deux mots.

Le premier sur l'enjeu financier de ces campagnes. Ces campagnes coûtent cher et nos moyens sont

plus réduits qu'ils ne l'étaient en 2012. Le secteur financier est à pied d'œuvre et disponible pour les fédérations. Mais une chose est certaine, une amplification de notre travail de souscription sera nécessaire tout au long de campagne . Ce soutien populaire financier à nos campagnes est d'ailleurs un gage de confiance avec les électeurs.

Le second pour vous dire que suite au Conseil national, le CEN mettra en place, dès la semaine prochaine, un collectif électoral national qui coordonnera la mise en œuvre concrète de nos campagnes. Il réunira le secrétariat national, la présidence du CN, la coordination de l'Exécutif, les secteurs Vie du Parti, Projet, Élections, Élus, Communication, Réseaux numériques, Finances, Relations extérieures et porte-parolat. Afin de démultiplier notre présence médiatique, nous présenterons un porte-parolat de campagne, élargi, aux côtés d'Olivier, le 9 janvier 2017, lors de mes vœux. Le CEN a commencé à travailler sur cette question.

Conseil national – 1^{er} décembre 2016 – Résumé de la discussion

Jacques Maréchal – Moselle

L'hypermédiatisation des primaires de la droite a montré le contenu réactionnaire de son programme, notamment contre la fonction publique. Le retour possible de la droite inquiète mais cela n'est pas suffisant pour mobiliser ces agents. Nous avons besoin de faire connaître nos propositions dans une démarche de co-construction. Le choix des adhérents permet de mobiliser toute notre énergie au service du rassemblement et des contenus. Le respect de la souveraineté des adhérents donne une belle image de notre organisation, cela nous permettra de mobiliser tous ces militants qui se sont engagés avec nous en 2012 dans le cadre du Front de gauche et autour de propositions.

Cécile Dumas – Alpes-Maritimes

Après le choix des communistes, il faut remettre les idées progressistes dans l'actualité et dans la proximité. Dans ce débat public, il nous faut montrer l'incohérence de cette société et que notre programme peut répondre à ces injustices. Nous ne pouvons pas laisser développer les inégalités tant au niveau social, démocratique, écologique et sociétal sans y répondre. Ce n'est pas le moment de s'enfermer dans une quelconque structure électorale mais bien de débattre, d'informer et de proposer, et pour cela nous devons être souples et capables de nous adresser à un public large.

Denis Durand – Paris

À 94 %, nous avons décidé de mettre en débat dans tout le pays nos sept axes de propositions.

On m'objectera que ces propositions sont radicalement contraires, sur des points essentiels, au programme de notre candidat Jean-Luc Mélenchon. C'est vrai mais être capables surmonter ensemble cette contradiction sera vital pour l'unité et la crédibilité du Parti.

C'est peu dire qu'en la matière, l'interview de Pierre Laurent cette semaine à *Libération* m'a fortement laissé sur ma faim : peut-on se contenter d'évoquer « le pouvoir excessif de la finance », sans lier notre bataille pour prendre le pouvoir sur l'argent aux préoccupations des Français sur l'emploi, les salaires, les services publics... ?

Alors, quel dispositif national allons-nous mettre en place pour donner une cohérence nationale à cette campagne, dont je comprends qu'elle sera peut-être « autonome » mais qu'elle va commencer par une négociation avec la « France insoumise » ?

Gisèle Malaval – Aube

Il faudrait un lancement pour la campagne des législatives qui dise haut et fort en quoi notre programme est radicalement différent de celui de La France insoumise – combat contre le capitalisme, pour la classe ouvrière, pour une autre utilisation de l'argent, etc. – et qui donne une légitimité incontestable à nos candidat-e-s. Cela pour pouvoir mener avec enthousiasme une candidature communiste face à une candidature sociale-démocrate, fût-elle celle de La France insoumise.

Pierre Lacaze – Haute-Garonne

Il faut analyser le vote. Il y a moins 20 % d'inscrits et de votants par rapport à 2011 dans toutes les fédérations sauf quelques-unes qui ont 10 % d'inscrits et de votants en plus. Pourquoi une telle différence ? Cela nous intéresse tous pour travailler à une meilleure organisation. Le choix d'un candidat communiste est très fort chez les jeunes, les syndicalistes, les élus, les militants, et au bout n'est pas majoritaire. Là aussi il faut analyser. Comment accepter d'appeler à voter France insoumise à la présidentielle et avoir des candidats en face ? Comment renoncer au rassemblement et à nos choix de Congrès ? Le CN doit interpellier Mélenchon pour clarifier sur contenu et envisager un large rassemblement, même s'il n'est pas le sien. Soyons offensifs contre Fillon pour être un repère face à la droite.

Marie-Hélène Pouget Chauvat – Creuse

Notre parti s'appuie sur la force militante. Or même si le débat fut, chez nous dans la Creuse, serein et respectueux, les rancœurs existent, les interrogations et les suspicions demeurent. Ce qui ressort c'est le renouvellement du besoin de communisme 1) par ceux qui se sont résignés (vote JLM) souvent à cause du traumatisme MG Buffet ; 2) par ceux qui sont très combattifs souvent chez nos jeunes. J'en viens à mes 2 interrogations qui vont paraître très concrètes, petites et certainement abaisser le débat, mais il faut bien gérer le quotidien de la force militante. 1) Si l'affiche proposée par la clé de répartition représente JLM, je n'aurai pas grand monde pour la coller. 2) Chez nous il existe une candidate PG (ex-conseillère régionale) future candidate. Que doivent faire les communistes ? Présenter un candidat plus rassembleur ? J'imagine alors le problème dans les médias.

Nordine Idir – Seine-Saint-Denis

Soyons à l'initiative pour avancer sur un socle commun dans le cadre du choix de candidature que nous avons fait. Valorisons, travaillons à rendre accessible le travail issu du pacte d'engagements communs. Nous devons mener une bataille pour déconstruire les idées reçues et faire valoir des contenus de progrès. L'enjeu de l'évasion fiscale est à cet égard central.

Annie Lévi-Cyferman – Meurthe-et-Moselle

Nous avons participé à Nancy à des réunions de la France insoumise (FI), avec comme préalable de ne pas l'intégrer mais de présenter un candidat pour se mettre au service du rassemblement. Ces réunions sont vite apparues non pas des lieux de rassemblement mais de mise en œuvre de la FI. Des réunions sectaires qui imposaient comme préalable la signature d'une charte. Comment mener une campagne autonome ?

Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

La primaire de droite a permis d'éclairer des millions de gens sur le projet ultralibéral de la droite. Mais aussi de constater le positionnement du FN en « défenseur des classes populaires ». Il y a un risque, que ces 2 forces occupent le débat présidentiel de cette façon. Le débat de la présidentielle va occuper tout l'espace politique pendant les mois qui viennent. Un débat que l'on peut qualifier de sociétal. Nous avons des choses fortes à dire pour combattre, opposer d'autres solutions, un autre projet de société. L'enjeu est de situer d'emblée notre campagne contre la droite et le FN sur un projet de rupture progressiste. Je pense qu'il faut mener dans le même mouvement notre campagne présidentielle et celle des législatives. Des campagnes législatives qui s'emparent des débats de la présidentielle pour engager le débat et l'action dans les circonscriptions. Deux campagnes pour une même bataille : ouvrir de la perspective, créer du rassemblement, gagner des députés.

André Chassaigne – Puy de Dôme

Le pire à craindre serait de laisser au final le choix aux électeurs entre une droite terrible de dureté et une extrême droite brutale. Nous ne pouvons donc attendre que le désastre soit passé pour proposer une gauche forte et de transformation sociale. Plus que jamais, nos

valeurs, notre identité de communistes, nos propositions doivent être visibles dans le paysage politique. Il nous faut porter notre conception d'un rassemblement et d'une reconstruction de la gauche autour d'un projet progressif, collectif, respectueux des différents acteurs et composantes de cette reconstruction. Les législatives sont une voie pour y parvenir et il faut mesurer la force de frappe que constitue un groupe parlementaire dont le bilan précis du dernier mandat est à disposition.

Camille Lainé – Seine-Saint-Denis

Mobilisation de la jeunesse. Rassemblement avec les autres organisations de jeunesse pour donner suite à la mobilisation contre la loi travail. Construction d'une plateforme (2017 pas sans les jeunes) de revendications sur les questions de jeunesse pour que des questions soient mises en avant dans la campagne. Construction d'assises de la jeunesse. Localement et nationalement pour construire nos propositions avec les jeunes et récolter des témoignages. Présentation de la plateforme au mois de février avec les autres organisations, le 31 mars grand événement national : 1 an après la loi travail, débat et concert.

Anthony Daguet – Seine-Saint-Denis

La puissance de notre parti est constituée par la largesse du spectre de celles et ceux qui le composent. C'est l'intervention populaire de notre vote qui sauve notre unité, légitime le vote et notre démarche. Trop souvent nos adhérents, surtout les plus précaires, se réfugient dans l'abstention, de la même manière que les classes populaires boudent les élections officielles. Avec le vote ou celui des primaires de la droite, la question de la participation de ceux qui ont intérêt au changement est éclairée de faits nouveaux qu'il conviendrait d'analyser plus finement. Les classes populaires si souvent méprisées font au quotidien de la politique de bon niveau. Ils ne sont pas dupes des politiques de classes ni de la guerre qui leur est menée. A Aubervilliers, nous avons organisé des rencontres ; 2000 personnes qui nous expliquent que le système est à changer, que la diversité humaine est notre plus grande richesse et qui sont prêtes à se battre pour obtenir leur droit à vivre dans la dignité. N'y-a-t-il pas là le ferment pour pouvoir concrétiser politiquement notre projet commun ?

Hélène Bidard – Paris

1° Sur le fond on voit bien le hiatus entre le choix 1 et notre volonté de rassemblement large pour les législatives. Nous faisons le choix de présenter des candidats PCF partout, mais à

parité ? Avec du renouvellement ? De la diversité ? 2° En préalable à tout il faut rassembler le PCF, c'est de la responsabilité de la direction de poser des actes, des initiatives politiques concrètes dans les plus de 40 fédérations qui ont mis le choix 2 en tête notamment. 3° Nous avons besoin d'un CN sur l'organisation. J'ai une colère de voir le PCF se structurer en tendances jusqu'au plus haut de sa direction. Les meetings et organisations alternatives « Front commun » ou autres sont en parallèle de nos structures une entrave à la démocratie des idées dans notre parti. Loin des couloirs, une séance du CN devrait être consacrée à notre fonctionnement démocratique. Nous attendons aussi un porte-parolat à parité.

François Diot – Nièvre

Nouvelle étape. Ni choix « miracle », ni choix « catastrophe ». Prendre appui sur les avantages de la candidature JLM, surmonter les inconvénients. Ça se passe aussi dans nos propres têtes... Campagne communiste autonome OK, moyen de porter une parole communiste forte et rassembleuse. Occasion de prendre la campagne des législatives beaucoup plus en amont qu'à l'accoutumée. Désigner nos candidats très vite, et entrer en campagne législative maintenant ! Ne pas craindre les candidats « Insoumis », nous aurons les candidats les plus implantés, les plus crédibles, les plus rassembleurs. Reconstituer le lien direct entre le peuple et les députés. Si le 23 avril au soir c'est Fillon/Le Pen, il faudra créer immédiatement des comités de résistance dans tout le pays, avec à leur tête nos candidats aux législatives qui seront les plus crédibles pour engager la contre-offensive.

Coppola Jean-Marc – Bouches-du-Rhône

Dans le 13 la majorité des communistes s'est portée sur le soutien à Mélenchon.

Une tendance plus forte dans les quartiers Nord de Marseille, où les habitants cumulent précarité, abandon et où la politique ne règle pas leurs conditions d'existence.

Nous voulons être utiles aux gens, dans le combat contre la droite et son extrême, et sortir ceux qui depuis 2012, ont accru les inégalités.

La candidature de Fillon renforce notre ambition d'empêcher un 2^e tour droite/FN, pour porter une gauche de transformation vers la gauche.

L'histoire de notre pays montre qu'une convergence entre les idées progressistes et une traduction politique est possible et parfois rapidement.

Pour cela, il faut crédibiliser les solutions alternatives du Pacte d'engagements communs de

notre campagne et poursuivre le rassemblement.

Cette consultation sonne le démarrage concret de la campagne des législatives, car les communistes n'étaient pas concentrés sur cette échéance pourtant plus importante.

Michaëlle Lafontant – Hauts-de-Seine

Le sens du vote des communistes. La majorité a parlé ! Soulignons toutefois que dans cette frêle majorité des camarades favorables à une candidature communistes se sont réfugiés craignant un appui à Montebourg. Cela crédite largement l'option 2 d'un pourcentage allant au-delà des 46 % comptabilisés. Renforcement de l'audience du réseau « Faire vivre le PCF » mais nécessité d'avancer unis dans l'affirmation de notre identité communiste notamment en présentant comme telle nos futurs candidats aux élections à venir. Combattons fermement le syndrome de « la honte d'être communistes ». Il est tout aussi incontournable que la position du PCF face aux pays du socialisme existant doit être celle d'une franche solidarité. Soyons donc communistes et fiers de l'être ! Pour un PCF vraiment communiste et fier de l'être !

Annie David – Isère

Le résultat de l'Isère est équivalent au national. Débat respectueux et serein. Besoin d'en faire l'analyse sans en faire un point de blocage. Avec une envie commune : réaliser le rassemblement maintenant et s'engager dans la bataille des législatives ; mais comment faire dans le cas de candidatures de la France insoumise ? Pour s'engager pleinement et sans réticence dans cette campagne, à savoir appeler à voter Jean-Luc Mélenchon et présenter des candidatures communistes, il y a nécessité à définir ensemble la campagne que nous voulons mener, la direction à suivre claire et collective.

Alain Guilbert -Corrèze

Ne gommons pas le débat que nous venons de vivre. Prenons en compte le résultat et engageons la bataille pour les législatives et pour la présidentielle. Il faut mieux creuser pour mener la bataille de la présidentielle tout en donnant nos propositions qui seront en opposition avec le programme de la France insoumise. Ensuite comment gérer les législatives après la présidentielle. Quid de la Charte ! En Corrèze nous présentons des candidats sans donner encore les noms. Quel rassemblement et avec qui ?

Marie-Christine Burrigand – Rhône

L'option 1 l'emporte d'une courte tête, la candidature communiste rassemble largement malgré le handicap de la position du secrétaire national et du retard à traiter la candidature. Un problème : 1 200 cotisants en moins depuis 2012. L'exigence de faire vivre le PCF, d'une bataille communiste est très forte. Les communistes ne veulent pas que leur parti passe sous la table. La faiblesse du rapport de Pierre Laurent et du rassemblement présenté est d'abord dans le refus de traiter la question de la force du Parti. Toutes les questions stratégiques restent ouvertes et resurgissent après la présidentielle. Je souhaite que Pierre Laurent précise le rapport sur les législatives. Quelle sera la teneur de la discussion sur ce point avec Jean-Luc Mélenchon. Allons-nous présenter 577 candidats ou nous diluer encore dans un rassemblement qui se superposerait à celui de la présidentielle.

Olivier Dartigolles – Pyrénées-Atlantiques

Le vote des communistes dit deux choses : une adhésion renforcée à une démarche de rassemblement dans la durée et une majorité pour ne pas ajouter un candidat de plus.

Après les élections de 2017, il nous faudra analyser les choses : le présidentielisme est renforcé par le quinquennat, l'inversion du calendrier électoral et les primaires . La droite vient de réussir sa primaire, comme cela fut le cas en 2011 pour le PS. L'idée des primaires à gauche est née au début de l'année par le rejet de Hollande et du quinquennat. Si de très nombreuses personnalités ont répondu à notre invitation pour les "lundis de gauche", c'est pour une alternative de gauche et le rassemblement de toutes les forces disponibles.

Ne disons pas que nous appelons à voter JLM "mais" avec une campagne autonome. Plutôt "et" avec des propositions pour l'avenir du pays et une démarche de rassemblement plus ouverte.

Je veux dire un mot sur les réseaux sociaux : il y a trop d'outrance, trop de sectarisme, trop de bêtises et d'attaques. Quand des camarades se livrent à cela – peu nombreux heureusement – ils participent à un abaissement du débat politique. Il faut que cela cesse.

La question politique centrale : c'est l'avenir de la France, pas la nature de nos relations avec la France insoumise .

Jean-Louis Le Moing – Loir-et-Cher

Valoriser la qualité du débat de ces derniers mois. Intelligence, mobilité de pensée, responsabilité. Une étape dans la politisation de nos débats. Des promesses pour nos

batailles et pour l'avenir du Parti. Ces crispations naturelles seront dépassées dans le travail commun. Trois éléments inséparables dans notre action : contre la droite et l'extrême droite, pour faire progresser les contenus alternatifs, le rassemblement à visée majoritaire. Ça va bouger. Les gens vont s'intéresser à la présidentielle et exprimer leurs exigences. Etre disponibles et travailler à l'élargissement du rassemblement pour la présidentielle et les législatives. Mettre en œuvre nos choix avec une campagne présidentielle et législatives articulées. Déployer nos forces, en les territorialisant au niveau des circonscriptions législatives. Sur le financement : assurer le financement conjoint de la présidentielle et des législatives. Pour cela, la question de la souscription devient une question centrale et décisive.

Bora Yilmaz – Meurthe et Moselle

Bilan du débat très positif mais un point noir : des camarades en responsabilité (CN, fédé, notre ancienne secrétaire nationale) n'ont pas été responsables en entrant en campagne avant la délibération collective, en annonçant qu'ils feraient la campagne JLM quel que soit le résultat. Cela a pesé sur le débat. Les choses sont stabilisées à droite et nous rappellent que le clivage gauche/droite reste structurant. Les dynamiques observées jusque-là sont vouées à bifurquer : prime à la candidature à gauche qui saura porter un discours fort sur la question du rassemblement. JLM se pose en candidat anti-Fillon, c'est positif mais il élude encore et toujours la question du rassemblement à gauche. En prenant acte (en le soulignant) d'une campagne autonome du PCF, JLM indique qu'il ne partagera pas l'espace de sa campagne. Donc notre campagne autonome doit être portée par nos candidats aux législatives, avec un cadrage national (tenant compte des réalités locales).

Marc Brynhole – Loiret

Agir pour tenter d'éviter le désastre de la droite et du Front national, c'est aussi produire des actes politiques forts et audibles. L'initiative du 10 décembre avec l'invitation à travailler avec des personnalités en recherche et en travail tous très divers sur les alternatives pour une gauche de changement est importante. Elle sera la poursuite de ce que nous avons entrepris et une étape nouvelle pour le rassemblement. Ce travail, c'est aussi ce qui identifie le PCF. Réussissons le 10 décembre.

Mehdi Mokrani – Val-de-Marne

La forme de notre CN ne convient pas face à l'ampleur de ce que nous avons à entreprendre

pour dépasser le débat actuel des communistes. Le CN a la responsabilité de mener au bout le choix produit par les communistes. Pour y parvenir, nous ne devons pas tomber dans le piège de la campagne autonome. Nous devons ouvrir des espaces de rassemblement et d'actions ouverts à tous ceux qui voudront soutenir la candidature de J.-L. Mélenchon autour des axes que nous mettons en débat. Ces espaces doivent également nous permettre de construire des candidatures ouvertes et rassembleuses pour les élections législatives. Pour finir, il nous faut mettre en valeur dans cette campagne des apports à ce que porte JLM, c'est le cas de la sécurité emploi formation, mais également de nous battre pour une République des quartiers populaires en nous engageant pour obtenir la vérité sur l'assassinat d'Adama Traoré.

Dharréville Pierre – Bouches-du-Rhône

Nous sommes encore dans une situation instable, où notre peuple cherche à se saisir de tous les leviers possibles, afin de peser sur l'avenir. La désignation de François Fillon souligne la nécessité de mener une bataille exemplaire contre la droite et l'extrême droite. Pour cela, l'heure est bien à reconstruire la gauche. Notre questionnement au moment de faire notre choix pour la présidentielle marque la sincérité et la dignité de notre engagement. Désormais, il y a une décision qui est celle de tous les communistes et nous devons en tirer le meilleur. Nous sommes unis par les axes stratégiques de notre résolution politique. Nous devons respecter ce choix tel qu'il est, tout ce choix. Il faut donc engager la bataille sur le terrain avec nos candidates et candidats, en continuant à dire ce que nous avons à dire sur le présidentielisme et en nous refusant nous-mêmes à tout faire passer par le prisme de cette échéance. L'heure est à une grande bataille d'idées, de rassemblement, d'espoir, de luttes, pour faire émerger un grand mouvement populaire conscient et acteur.

Vincent Bouget – Gard

La situation politique est très confuse, très mouvante. Il est difficile d'analyser la situation politique. Beaucoup de doute dans les têtes des citoyens. Sur un fond idéologique défavorable, aujourd'hui certaines illusions prospèrent : Macron faux anti-système, les fausses protections de l'extrême droite. Il est difficile d'analyser le vote des communistes de façon très tranchée. Aujourd'hui, un seul véritable enseignement c'est que le vote nous engage tous et notamment ici en tant que direction nationale (et non pas simple accessoire des fédérations). L'option 1 précise bien que nous n'intégrerons pas la FI. Mais autonomie ne veut pas dire isolement. Nous devons mettre en débat nos propositions. Nos candidats peuvent être les porte-parole sur le contenu et pour élargir le cadre du rassemblement. Nous avons tous le souci que le PCF soit fort, il peut l'être si nous nous engageons

résolument et unis.

Boccaro Frédéric – Hauts-de-Seine

La situation est bien plus grave que ce que les propos lénifiants d'un certains nombre de dirigeants laissent entendre ! Le risque d'effacement du PCF et de ses idées *nouvelles* est plus fort que jamais.

Les tenants du soutien à JLM prétendent que malgré ces deux désaccords essentiels, il est possible de mener une campagne des *présidentielles* autonome. C'est intenable.

Les défis réels du capital financier (technologie, crise qui vient, États-Unis) et l'orientation réactionnaire générale renforcent l'enjeu d'autonomie du PCF... pour des contenus originaux et à la hauteur. Or, Pierre Laurent explique dans *Libération* que nous voudrions « lutter contre le pouvoir excessif de la finance »... C'est une capitulation idéologique en rase campagne. Même du PS on attend mieux ! Rien sur une autre Europe. Rien sur les défis de modernité auquel s'adressent à la fois Valls et Macron, avec la révolution informationnelle, pas un mot sur l'emploi, ni sur les services publics, thème majeur du FN comme de Fillon. Le ralliement à Mélenchon paralyse. Rien n'est proposé sur notre autonomie dans le rapport ! Organiser une campagne législative vraiment autonome, mais nationale, et pour laquelle se sont prononcés l'écrasante majorité des communistes.

Picquet Christian – Haute-Garonne

Trois remarques. D'abord sur le vote des communistes. Leur débat doit être respecté dans tout ce qu'il a porté, et qui ne se résume pas au soutien à J.-L. Mélenchon.

Deuxième remarque. La campagne sera difficile, dès lors que nous n'avons pas de candidat à la présidentielle. Raison de plus pour ne pas nous laisser attirer sur un autre terrain que le nôtre : ni intégration dans la « France insoumise », mais pas non plus acceptation d'avatars de ladite « France insoumise ». Attention à ce que les propositions d'amender la charte de JLM ou de constituer une sorte de sous-ensemble gravitant dans le périmètre de cette structure ne vienne affaiblir un peu plus notre capacité d'action et la lisibilité de notre politique.

Dernière remarque. Avec la victoire de Fillon, il s'agit plus que jamais posée de concrétiser notre bataille pour le rassemblement de la gauche sur une politique d'alternative au social-libéralisme. Il faut donc faire du 10 décembre un succès. En concevant ce rendez-vous « grand angle », en nous adressant à l'ensemble de la gauche d'alternative, y compris aux

candidats déjà déclarés ou à ceux qui s'inscriront dans le cadre de la « primaire » du PS. Bien au-delà d'une petite gauche substituant l'ambition de devancer le candidat du PS à la recherche, qui est la nôtre, d'une démarche majoritaire.

Injey Bob – Alpes-Maritimes

En appelant à voter JL Mélenchon et en décidant d'engager notre propre campagne, nous nous mettons en situation d'une dynamique positive.

C'est un impératif par rapport à la situation politique et l'attente qui existe chez des millions d'électeurs.

C'est un impératif par rapport à l'incontournable nécessité de reconstruire la gauche.

C'est un impératif pour le devenir du PCF. Comme en 2012 (700 nouvelles adhésions) cette campagne doit être l'occasion de « revivifier » le PCF. Et si nous ne sommes pas visibles au journal de 20h, notre force, c'est notre présence sur le terrain, c'est là que se nouent les contacts, c'est là, comme en 2012, que nous pouvons nous renforcer.

Notre véritable limite, aujourd'hui, c'est notre capacité ou pas à mettre le maximum de communistes en situation d'être acteurs dans la campagne. Nous devons avoir le souci de l'implication et permettre l'appropriation des pratiques militantes par le plus grand nombre, pour pouvoir pleinement nous déployer dans les six mois qui viennent.

Nicolas Cossange – Hérault

Notre tâche suite au vote est de rassembler les communistes, ce qui se fera sur les contenus avant tout. Sur notre campagne, ne laissons pas certains sujets, aujourd'hui tendancieux chez la France insoumise, sans débats, sans chercher à faire évoluer JLM (par ex : SMIC, fusion CSG/impôt sur le revenu, nucléaire, pouvoir des salariés dans la production, pôle financier). Ne laissons pas de côté la question de la paix car le capitalisme c'est la finance et l'impérialisme. Donnons des perspectives concrètes en prise avec le réel (chômage, précarité, salaires, protection sociale). Soyons ceux qui redonnent l'espoir en une nouvelle société. Les communistes et le PCF ont un rôle majeur à y jouer.

Gilles Ravache – Haute-Savoie

Le vote des communistes est le fruit des échanges que les 41 000 votants ont eu avec leur

entourage : collègues du syndicat, famille, amis, des centaines de milliers de personnes. Ils ont conduit les communistes à ratifier la résolution pour le rassemblement et à leur choix pour la présidentielle. Depuis lundi aucun ne nous reproche notre choix. Pour rassembler il est préférable d'être compris déjà de nos plus proches. En Haute-Savoie nous allons publier un appel des principaux responsables CGT, FSU, Solidaires, Ensemble !, EELV et PCF du département. Il va conduire à un forum citoyen le 10 décembre pour l'élaboration d'une politique de progrès social, environnementale et de paix. Voire des candidatures communes aux législatives.

Paul Barbazange – Hérault

Propositions pour rompre avec le capitalisme en crise, rôle et capacités d'organisation du PCF à porter ce programme ont préoccupé ma fédération. Le secrétariat départemental a développé le programme. Je m'en tiendrai à l'organisation, rôle et capacité. Depuis 2012 nous avons perdu 13 000 cotisants, 1 sur 5. C'est énorme. Cette question n'a pas été présente suffisamment au dernier congrès. Affirmons l'utilité du PCF contre tous les héritiers se revendiquant de F. Mitterrand : Mélenchon et Montebourg. Aucune dissolution répétée dans des rassemblements d'ordre divers ne portera de solution. Visibilité d'un PCF porteur par ses militants déterminés, instruits, indépendants. Ce besoin a progressé chez les cotisants au-delà des diversités d'approche. Nous sommes dans une autre période historique après les années 90. Le rapport de P. Laurent est très insuffisant dans ce domaine. Prenons les initiatives nécessaires de haut en bas. Cet objectif transcende les décisions entre textes 1 et 2.

Hayot Alain – Bouches-du-Rhône

Le débat ne peut plus porter sur l'analyse des raisons du vote des communistes. Il faut en prendre acte quelle qu'elle ait été notre vote. Nous appelons à voter JLM et nous voulons déployer notre propre campagne, de projet, de proximité et de rassemblement avec comme adversaires la droite et l'extrême droite. L'enjeu majeur de la période qui s'ouvre n'est donc pas de nous situer par rapport à JLM, ce qu'il dit ou ce qu'il fait, encore moins d'attendre la couleur de la fumée qui sortira de Solférino au terme de leur primaire. Il est urgent de nous affronter à une droite radicalisée, ultra-libérale et néo-conservatrice et une extrême droite nationale-populiste. Les 2 renvoient à l'émergence, aux USA comme en Europe, à un modèle hybride mariant les idéologies libérales et populistes. Les points d'appui sont nombreux nous permettant de mener ce combat et d'être le ferment d'une reconstruction politique de projet, d'idées et d'action d'une gauche d'alternative et de rupture avec ce capitalisme sauvage et la barbarie nationale-populiste. Les forces existent rassemblons-les.

Lattuada Cédric – Marne

Dans la Région Grand Est, nous avons à subir un rapport de forces politique très favorable à la droite et au FN. Nous sommes le laboratoire de ce que pourrait devenir le paysage politique de la France après les échéances de 2017.

Dans mon département, les communistes ont très majoritairement voté l'option 2. Une des raisons s'explique certainement par notre expérience d'un territoire dominé par la droite et le FN, d'où une exigence forte de rassemblement, liée à une volonté de faire exister le PCF dans un paysage politique où il est difficile d'apparaître.

Évidemment nous respecterons le choix majoritaire des communistes et le mettrons en œuvre. Mais il nous faudra de l'écoute pour mettre en dynamique des communistes dont les principales forces vives n'ont pas fait ce choix.

À l'heure actuelle, ce choix ne règle pas la principale question à laquelle nous sommes confrontés, celle du rassemblement à gauche pour ne pas être submergés par la vague réactionnaire qui se prépare.

Lorand Isabelle – Val-de-Marne

Désormais Jean-Luc Mélenchon est notre candidat. Nous visons le meilleur résultat possible. Une campagne autonome n'est ni une campagne peau de banane, ni une non campagne. C'est une campagne où chacun joue sa participation. Apporte à la dynamique commune son potentiel, sa culture, sa différence. L'essentiel des soutiens à JLM font le choix de l'union libre. Pierre Laurent est sûrement le mieux placé pour donner cohérence et forces à toutes ses voix. Et si chacune des campagnes est autonome, il faut de la coordination. Les rencontres avec les composantes du Front de gauche, la participation à la réunion de Front commun, la démarche singulière auprès du candidat devraient aboutir à une scène politique commune.